

Mercosur, un itinéraire démocratique au service des peuples !?



Mercosur, un itinéraire démocratique au service des peuples !?

Voilà 25 ans que ce projet d'accord, dit de libre-échange, se déroule obstinément, avec ses hauts et ses bas, sans et en dehors des citoyens de l'Europe.

Les négociations commencent en 1999, avant de s'arrêter en 2004. Malgré des annonces répétées en 2006 et 2008, appelant à son redémarrage, les négociations ne reprennent qu'en 2010, jusqu'en 2012, puis entre 2016 et 2020, toujours sous la houlette de la Commission européenne et l'entourage des lobbys.

Un processus de ratification, qui devait commencer le 9 novembre 2020, est repoussé sous la pression de l'opinion publique : selon un sondage publié le 10 septembre 2020, et réalisé dans quatre pays européens (France, Allemagne, Pays-Bas et Espagne), près de 80 % des personnes interrogées veulent que cet accord soit abandonné.

Cependant, peu importe, de nouvelles négociations sont engagées en 2022 ; mais en décembre 2023, le sommet, qui doit entériner une renégociation de l'accord, est annulé. Néanmoins, en 2024, la Commission européenne continue à mener des négociations qu'elle annonce avoir à nouveau finalisées le 6 décembre 2024.

Un tel accord de partenariat devrait être ratifié par les états à l'unanimité, mais autorisation est laissée à la Commission (avec E. Macron notamment, qui prétend aujourd'hui être opposé à la signature de l'accord) à séparer le volet commercial du reste de l'accord, ce qui lui donne compétence exclusive à négocier et permettra une ratification à la majorité qualifiée.

En effet, dans un juridisme qui éclaire parfaitement la chute démocratique, on passe :

- d'un accord de partenariat qui requiert l'unanimité des États membres au Conseil de l'Union européenne et la ratification par chaque État membre ;
- à un accord intérimaire sur le commerce, à adopter dans le cadre du processus de ratification à la majorité qualifiée uniquement au niveau de l'UE.

Le 3 septembre 2025, la Commission européenne approuve l'accord et, avec plusieurs États membres de l'UE, pousse pour signer l'accord d'ici à la fin décembre ou les premiers jours de 2026.¹

En effet, dans l'optique des pays ralliés, l'accord devrait permettre notamment aux industries européennes des secteurs de l'automobile, des machines-outils ou de la chimie, d'exporter davantage vers les pays du Mercosur, alors qu'à l'inverse dans le secteur agricole, l'accord devrait induire plus d'importations depuis le Mercosur que d'exportations vers les Mercosur. Mais de par la plus faible importance économique de l'agriculture chez eux, ces impacts négatifs sont moindres pour eux que les impacts positifs sur le secteur de leur industrie.

Les autres impacts pourtant cruciaux pour l'avenir n'existent soudain plus. Des vies, les structures sociales, l'environnement, la santé de nos sociétés sont sans importance par rapport au « marché » ; l'avis des citoyens nulle part n'a été et ne sera pris en compte.

Dans l'Europe d'après la démocratie, seuls sont importants la facilité, le court terme et l'argent.

Soutenons les paysans, aujourd'hui ils sont à l'avant-garde, le reste suivra, ne nous y trompons pas.

Accepterons-nous que, pour nos enfants, il ne restera plus qu'à aller voir ailleurs ! ... s'il reste un ailleurs.

Vive les citoyens libres

Pour RMC

Quentin Philippe (24/02/2026)

¹ Au principe de l'unanimité qui devait garantir la protection de leurs identités aux peuples de l'Europe, leurs diversités, leurs volontés propres dans l'idée d'une collaboration dynamique car équilibrée, est substitué progressivement et irrévocablement le principe de majorité qui permet la captation du pouvoir par le système mis en place à Bruxelles au bénéfice d'un mondialisme marchand où les peuples comme les citoyens prétendument représentés perdent insensiblement toute légitimité, toute existence.